**ANNEXE 1 DU RAPPORT NATIONAL DE LA COTE D’IVOIRE**

**------------------------------------------------------**

1. **Les instruments juridiques internationaux ratifiés**

* le Protocole 155 de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, le 1er novembre 2019 ;
* le Protocole 29 de 2014 relatif au travail forcé, le 1er novembre 2019 ;
* la Convention n° 170 sur les produits chimiques ;
* le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants, le 1er mars 2023 ;
* la Convention n° 102 de l’OIT concernant la sécurité sociale, le 26 avril 2023 ;
* la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le 26 septembre 2023 ;
* le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, sur l’abolition de la peine de mort, le 3 mai 2024 ;
* la Convention n°185 sur les pièces d’identité des gens de mer, le 22 mai 2024
* la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le 06 juin 2024 ;
* la Convention de Minamata sur le mercure, le 1er octobre 2019.

1. **Les textes législatifs**

* la loi n° 2019-570 du 26 juin 2019 relative au mariage ;
* la loi n° 2019-573 du 26 juin 2019 relative aux successions ;
* la loi n°2019-576 du 26 juin 2019 instituant Code de la construction et de l’Habitat ;
* l’ordonnance n°2019-636 du 17 juillet 2019 portant institution de régimes de prévoyance sociale des travailleurs indépendants ;
* la loi n° 2019-675 du 23 juillet 2019 portant Code forestier ;
* la loi n° 2019-676 du 23 juillet 2019 relative à la lutte antitabac en côte d’ivoire ;
* la loi n° 2019-677 du 23 juillet 2019 portant orientation de la politique de sante publique en Côte d’ivoire ;
* la loi n° 2019-678 du 23 juillet 2019 portant réforme hospitalière ;
* la loi n° 2019-868 du 14 octobre 2019 modifiant la loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural, telle que modifiée par les lois n° 2004-412 du 14 août 2004 et n° 2013-655 du 13 septembre 2013 ;
* la loi n° 2019-870 du 14 octobre 2019 favorisant la représentation de la femme dans les assemblées élues ;
* la loi n° 2019-987 du 27 novembre 2019 relative à l’adoption ;
* l’ordonnance n° 2020-356 du 08 avril 2020 portant révision du Code électoral ;
* la loi organique n° 2020-967 du 17 décembre 2020 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour de Cassation ;
* la loi n° 2020-968 du 17 décembre 2020 déterminant les attributions, la composition, l’organisation et le fonctionnement du Conseil d’Etat ;
* la loi n° 2021-893 du 21 décembre 2021 modifiant la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal ;
* la loi n° 2021-894 du 21 décembre 2021 relative aux mesures de protection des victimes de violences domestiques, de viol et de violences sexuelles autres que domestiques ;
* l’ordonnance n° 2021-902 du 21 décembre 2021 modifiant la loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail ;
* la loi n° 2022-190 du 11 mars 2022 autorisant le Président de la République à ratifier le protocole de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la lutte contre la corruption ;
* la loi n° 2022-192 du 11 mars 2022 modifiant la loi n° 2018-975 du 27 décembre 2018 portant Code de procédure pénale ;
* la loi n° 2022-193 du 11 mars 2022 portant création, compétence, organisation et fonctionnement du Pôle Pénal Économique et Financier ;
* la loi n° 2022-194 du 11 mars 2022 portant statut de la magistrature ;
* la loi n° 2022-221 du 25 mars 2022 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la Magistrature ;
* la loi n° 2022-407 du 13 juin 2022 portant lutte contre le trafic et l’usage illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et leurs précurseurs en Côte d’Ivoire ;
* la loi n° 2022-793 du 13 octobre 2022 relative au divorce et à la séparation de corps ;
* la loi n° 2022-978 du 20 décembre 2022 modifiant la loi n° 2017-867 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la presse ;
* la loi n° 2022-979 du 20 décembre 2022 modifiant la loi numéro 2017-968 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la Communication audiovisuelle ;
* la loi n° 2023-429 du 22 mai 2023 relative à l’enseignement supérieur, à la recherche et à l’innovation ;
* la loi n° 2023-590 du 07 juin 2023 portant statut de réfugié ;
* la loi n° 2023-899 du 23 novembre 2023 portant Code de l’hygiène et de la salubrité ;
* la loi n° 2023-900 du 23 novembre 2023 portant Code de l’environnement ;
* la loi n° 2023-902 du 23 novembre 2023 portant Code de l’eau ;
* la loi n° 2024-236 du 24 avril 2024 modifiant la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la nationalité telle que modifiée par les lois n° 72-852 du 21 décembre 1972, n° 2004-662 du 17 décembre 2004 et n° 2013-654 du 13 septembre 2013 ;
* la loi n° 2024-240 du 24 avril 2024 portant exercice de la médecine ;
* la loi n° 2024-349 du 6 juin 2024 relative à l’extradition ;
* la loi n° 2024-358 du 11 juin 2024 modifiant la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal ;
* la loi n° 2024 - 359 du 11 juin 2024 modifiant la loi n° 2018-975 du 27 décembre 2018 portant Code de procédure pénale ;
* la loi n° 2024-360 du 2024 du 11 juin 2024 modifiant la loi n° 2015-493 du 17 juillet 2015 portant répression du terrorisme telle que modifiée par la loi n° 2018-864 du 19 novembre 2018 ;
* la loi n° 2024-361 du 11 juin 2024 relative à l’entraide judiciaire en matière pénale ;
* la loi n° 2024-362 du 11 juin 2024 portant création du registre des bénéficiaires effectifs des personnes morales et des constructions juridiques ;
* la loi n° 2024-363 du 11 juin 2024 portant ratification de l’ordonnance n° 2023-875 du 23 novembre 2023 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive ;
* l’ordonnance n° 2024-368 du 12 juin 2024 relative à l’organisation de la société civile.

1. **Les textes réglementaires**

le décret n° 2019-779 du 25 septembre 2019 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité interministériel de protection de l’enfant ;

* le décret n° 2019-1096 du 18 décembre 2019 instituant un bureau central de la naturalisation ;
* le décret n° 2021-919 du 22 décembre 2021 relatif à la protection des femmes enceintes au travail
* le décret n° 2020-126 du 29 janvier 2020 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Système d’Observation et de suivi du Travail des Enfants (SOSTECI) ;
* le décret n° 2020-308 du 4 mars 2020 fixant les modalités de fonctionnement des régimes de prévoyance sociale des travailleurs indépendants ;
* le décret n° 2020-907 du 18 novembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de l’autorité centrale pour l’adoption en Côte d’Ivoire ;

le décret n° 2020-953 du 09 décembre 2020 déterminant les attributions, la composition, l’organisation et le fonctionnement du bureau national de protection des témoins victimes, dénonciateurs, experts et autres personnes concernées ;

* le décret n° 2020-955 du 09 décembre 2020 portant attribution, composition et fonctionnement du Comité de santé et de sécurité au travail ;
* le décret n° 2020-997 du 30 décembre 2020 modifiant le décret n° 2012-488 du 07 juin 2012 portant attribution, organisation et fonctionnement des comités de gestion des établissements scolaires publics (COGES) ;
* le décret n° 2021-241 du 26 mai 2021 déterminant les modalités d’exécution du travail d’intérêt général ;
* le décret n° 2021-632 du 20 octobre 2021 portant rémunération pour copie privée ;
* le décret n° 2021-919 du 22 décembre 2021 relatif à la protection des femmes enceintes au travail ;
* le décret n° 2022-31 du 12 janvier 2022 fixant les modalités de mise en œuvre du télétravail pour les travailleurs régis par le Code du travail ;
* le décret n° 2022-986 du 21 décembre 2022 portant revalorisation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) ;
* le décret n° 2023-88 du 15 février 2023 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds pour l’insertion Professionnelle des personnes en situation de handicap ;
* le décret n° 2023-89 du 15 février 2023 fixant les normes et standards applicables aux établissements de protection de remplacement de l’enfant ;
* le décret n° 2023-90 du 15 février 2023 portant réglementation des familles d’accueil ;
* le décret n°2023-238 du 05 avril 2023 déterminant les procédures d’immatriculation des terres du domaine foncier rural ;
* le décret n° 2023-239 du 05 avril 2023 portant règlementation des établissements pénitentiaires et fixant les modalités d’exécution de la détention des personnes ;
* le décret n° 2023-691 du 24 juillet 2023 portant organisation et fonctionnement de l’unité spéciale de police et de gendarmerie du Pôle pénal économique et financier ;
* le décret n° 2023-378 du 03 mai 2023 définissant la procédure de constatation des terres sans maître du domaine foncier rural ;
* le décret n°2023-733 du 13 septembre 2023 portant approbation du plan d’aménagement du littoral ;
* le décret n° 144 du 13 mars 2024 portant modalités d'application des dispositions relatives au licenciement collectif pour motifs économiques ;
* le décret n° 145 du 13 mars 2024 portant attributions, organisation et fonctionnement du comité technique consultatif pour l'étude des questions intéressant la santé et la sécurité au travail, pour information.
* le décret n° 2024-582 du 26 juin 2024 modifiant le décret n° 2022-349 du 1er juin 2022 déterminant les attributions, l’organisation et le fonctionnement de l’Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC), tel que modifié par le décret n° 2022-982 du 21 décembre 2022 ;
* l’arrêté interministériel n° 0089 MENETFP/MEPS/MFFE du 25 juin 2019 portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la plateforme de mise en œuvre de l’éduction inclusive en Côte d’Ivoire ;
* l’arrêté interministériel n° 972/MJDH/MEMD/MIS du 10 novembre 2021 portant création du mécanisme de protection des défenseurs des droits de l’Homme ;
* l’arrêté interministériel n° 0010/MENA/MIS/MEF/MBPE du 12 janvier 2022 précisant les modalités d’application du décret 2020-997 du 30 décembre 2020 modifiant le décret n° 2012-488 du 07 juin 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement des comités de gestion des établissements scolaires publics (COGES) ;
* l’arrêté n° 268/MENET-FP/CAB du 16 avril 2019 portant organisation et fonctionnement de la Direction de l’Égalité et de l’Equité du Genre (DEEG) ;
* l’arrêté n° 0183/MENETFP/CAB du 11 septembre 2019 portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la commission nationale d’accompagnement des structures islamiques d’éducation dans le système éducatif formel national en abrégé CNAESI ;
* l’arrêté n° 2020-012 du 30 janvier 2020 portant revalorisation des primes mensuelles de transport des travailleurs du secteur privé ;
* l’arrêté n° 0001 MENETFP/DMOSS du 05 janvier 2021 portant création, attribution, organisation et fonctionnement du comité sectoriel de coordination du sous projet SWEEDD/Éducation du projet Régional d’autonomisation des femmes et des jeunes filles et le dividende démographique dans les pays du sahel en abrégé projet SWEEDD ;
* l’arrêté n° 00160/MINEDD/CAB du 14 juin 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Programme national d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d’adaptation aux changements climatiques communément dénommé Programme national changement climatique ;
* l’arrêté n° 00236/MINEDD/DGE du 9 août 2021 portant procédure de délivrance d’agrément pour la collecte, le stockage, la valorisation et/ou l’élimination des huiles usagers ;
* l’arrêté n° 0092/MENA/CAB du 12 octobre 2021 modifiant l’arrêté n° 0165 MEN/CAB du 22 novembre 2012 portant création, composition, attribution et fonctionnement de la Commission de discipline et du mérite des comités de gestion des établissements scolaires publics ;
* l’arrêté n° 0093/MENA/CAB du 12 octobre 2021 consacrant la suppression des cotisations exceptionnelles et fixant le régime des droits liés à la scolarisation des élèves ;
* l’arrêté n° 089/MJDH/DDH du 16 mars 2022 portant nomination des membres du Comité de protection des défenseurs des droits de l’Homme ;
* l’arrêté n° 0026/MINEDD/CAB du 02 mai 2023 portant création du projet de préparation de la Côte d'Ivoire à la décarbonisation de la gestion des déchets solides, médicaux et pharmaceutiques (DMP) pour l'atteinte des objectifs d'atténuation des Gaz à effet de Serre conformément aux contributions déterminées au niveau national et à l’objectif 2050 de l’accord de Paris et mise en place de son cadre institutionnel de mise en œuvre ;
* l’arrêté n° 0050 du 19 mai 2023 portant application du barème des salaires minima catégoriels conventionnels ;
* l’arrêté n° 0031 /MEPS du 28 mars 2024 portant nomination des membres du Comité technique du Fonds pour l’insertion professionnelles des personnes en situation de handicap ;
* la circulaire n° 009/MJDH/CAB du 30 octobre 2019 relative à la répression des infractions liées à l’exploitation illégale des ressources minières communément appelée « Orpaillage Clandestin) ;
* la circulaire n° 008/MJDH/CAB du 25 octobre 2019 relative au traitement des dossiers faisant l’objet de voies de recours ;
* la circulaire n° 007/MJDH/CAB du 04 octobre 2019 relative à la délivrance de certificats de nationalité aux enfants trouvés en Côte d’Ivoire de parents inconnus ;
* la circulaire n° 006/MJDH/CAB du 06 septembre 2019relative à la répression des auteurs des pires formes de travail des enfants ;
* la circulaire n° 003/MJDH/CAB du 04 juillet 2019 relative à la répression des auteurs de la traite et des pires formes de travail des enfants ;
* La circulaire n° 002/MJDH/CAB du 06 juin 2019 relative à la répression des Auteurs d’incitation à la Haine Raciale, Tribale ou Religieuse ;
* la circulaire n° 003/MJDH/CAB du 11 février 2020 relative à la mise en œuvre des innovations de la loi n° 2018-975 du 27 décembre 2018 portant Code de Procédure Pénale ;
* la circulaire n° 007/MJDH/CAB du 21 décembre 2021 relative à l’exécution de décisions ayant pour effet la mise en liberté de personnes détenues ;
* la circulaire n° 005/MJDH/CAB du 23 décembre 2022 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2021-894 du 21 décembre 2021 relative aux mesures de protection des victimes de violences domestiques, de viol et de violences sexuelles autres que domestiques.